



Association pour les examens supérieurs
en comptabilité et controlling

Directives

Examens 2021

Examen professionnel supérieur Expert/e en finance et en controlling

Association faîtière

Société Suisse des employés de commerce
veb.ch

Sécretariat des examens

examen.ch SA
Association pour les examens supérieurs
en comptabilité et controlling
Rue de l'Hôpital 11
2000 Neuchâtel
Tel. 032 724 87 23
www.examen.ch/fr/RWC
examen@examen.ch

Tous les qualificatifs sont exprimés au masculin et s'appliquent par analogie au féminin.

Généralités

La présente directive interprète et explique les dispositions figurant dans le Règlement concernant l'examen professionnel supérieur d'experte/expert en finance et en controlling et fournit des indications sur l'étendue et le contenu des matières d'examen.

Objectif de l'examen

Profil professionnel

Les experts diplômés en finance et en controlling sont des spécialistes de haut niveau qui peuvent aussi être largement impliqués dans l'ensemble des domaines de la finance et de la comptabilité. Ils peuvent de surcroît (après avoir suivi une formation continue adéquate) exercer une fonction dirigeante et de conseil dans des domaines proches tels que le corporate finance ou les affaires fiscales.

Les experts diplômés en finance et en controlling peuvent intervenir dans de petites, moyennes et grandes entreprises de l'économie privée mais également dans diverses entreprises et administrations publiques et y exercer une fonction dirigeante.

Les profils professionnels de haut niveau envisageables sont ceux de

- ◀ responsable des finances et de la comptabilité dans une PME
- ◀ responsable de la consolidation dans une grande entreprise
- ◀ contrôleur de gestion au niveau international
- ◀ contrôleur de gestion dans des domaines particuliers.

L'examen supérieur facilite le choix de collaborateurs spécialisés dans les domaines de la finance et du controlling à l'économie privée et aux administrations publiques.

Prérequis, conditions d'admission, exigences professionnelles

Avant l'examen, il est impératif de prendre en compte les remarques suivantes :

Les examens professionnels et les examens professionnels supérieurs ne valident pas un savoir scolaire, mais confirment un savoir-faire professionnel affiné par la pratique et complété par des connaissances théoriques approfondies.

Les conditions d'admission et les exigences d'activités professionnelles figurent dans le règlement d'examen (ch. 3.31). Une activité professionnelle au sens du règlement d'examen consiste en une activité qualifiée dans le domaine de l'établissement des comptes et du controlling. Le jour de référence pour la justification de l'activité professionnelle est la date du début de l'examen. L'activité professionnelle doit être attestée par un certificat ou une attestation de travail.

L'admission aux examens peut être clarifiée auprès du secrétariat des examens. Le formulaire ad hoc se trouve sur le site Internet www.examen.ch/fr/RWC sous la rubrique 'conditions d'admission'.

Préparation à l'examen

Quiconque planifie sa formation continue et se prépare à un examen professionnel supérieur se renseigne au sujet des prérequis ainsi que des possibilités de préparation à l'examen. Il existe différentes options pour préparer l'examen en parallèle à une activité professionnelle.

Il est recommandé d'examiner minutieusement les différentes offres de formation (qualité, coûts, forme de la filière, durée).

Une préparation couronnée de succès nécessite une bonne formation, un travail assidu et de longue haleine. Quiconque se prépare pendant plusieurs années à un examen professionnel ou à un examen professionnel supérieur et sacrifie pour ce faire une partie de son temps libre, fait preuve d'un réel esprit d'initiative et de persévérance ; des traits de caractère qui sont estimés et valorisés dans le milieu des affaires.

L'examen professionnel supérieur s'articule autour des matières de l'examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité. Les connaissances de base de ce dernier sont pré-requises à l'examen professionnel supérieur, principalement pour les matières de la finance, du controlling et en partie de la fiscalité.

Epreuves de l'examen

	Matière	Type	Durée	Notes partielles	Pondération
I	Etablissement des comptes selon les normes suisses et internationales	écrit	5 heures	1	3
II	Controlling	écrit	5 heures	1	3
III	Corporate Finance	écrit	3 heures	1	1
IV	Fiscalité	écrit	2 heures	1	1
V	Etude de cas (interdisciplinaire)	écrit	5 heures	1	3
VI	Examen oral	oral	40 minutes	1	1
Total		écrit	20 heures		
Total		oral	40 minutes		

Evaluation

Examen écrit

- ◁ L'évaluation porte tout d'abord sur l'exactitude et l'intégralité du contenu.
- ◁ L'évaluation porte ensuite sur la structure, la présentation et la rédaction (langue).

Examen oral

L'examen oral comprend les épreuves 2-5 du ch. 5.1 du règlement d'examen. La matière d'examen et les questions sont de manière générale axées sur l'expérience pratique. Cela ne signifie cependant en aucun cas que les experts se limiteront au domaine d'activité personnel du candidat. L'évaluation se concentre principalement sur les connaissances détaillées et approfondies du candidat, sa capacité de décision, sa maturité ainsi que sa vivacité d'esprit.

Niveau des compétences

A Connaissances de base

- ▷ Connaître et reproduire des concepts et des définitions de base ainsi que pouvoir les re-placer dans leur contexte
- ▷ Savoir exposer des faits ainsi que des opinions dominantes de manière intelligible

B Compréhension

- ▷ Transmettre ses connaissances sous une forme argumentative
- ▷ Identifier et analyser les problèmes exposés
- ▷ Formuler une opinion et proposer des solutions pratiques aux problèmes exposés

C Application et évaluation

- ▷ Appliquer les connaissances acquises et élaborer ses propres calculs et interprétations
- ▷ Résoudre avec pertinence les différents cas
- ▷ Identifier des problèmes de nature complexe et les analyser sur la base de l'expérience acquise
- ▷ Intervenir de façon à améliorer les processus, développer de nouvelles procédures et proposer des améliorations
- ▷ Emettre des jugements de valeur, établir des comparaisons et tirer de bonnes conclusions
- ▷ Reconnaître les conséquences de ses propres recommandations sur d'autres domaines et savoir les présenter selon leur niveau de pertinence

Matières

Niveau de compétence:

A = connaissances de base

B = compréhension

C = application et évaluation

Niveau de
compétences

I. Etablissement des comptes selon les normes suisses et internationales

**1. Comptabilité commerciale et présentation des comptes
(art. 957-963b du Code des obligations)**

C

2. Présentation des comptes selon les Swiss GAAP RPC

C

- 2.1. Structure et thèmes principaux des Swiss GAAP RPC
- 2.2. Cadre conceptuel et swiss GAAP RPC 1 à 6 (principes, évaluation, présentation et structure, tableau des flux de trésorerie, opérations hors bilan, annexe)
- 2.3. Approche, évaluation et présentation des actifs
- 2.4. Approche, évaluation et présentation des passifs
- 2.5. Enjeux liés à l'établissement du bilan et du reporting (transactions de leasing, contrats à long terme, instruments financiers dérivés, impôts sur les bénéfices, transactions avec des parties liées)
- 2.6. Présentation des variations des fonds propres
- 2.7. Rapport intermédiaire
- 2.8. Mise en œuvre des swiss GAAP RPC
(planification, stratégie et mise en œuvre des modifications)

3. Présentation des comptes selon les IFRS

C

- 3.1. Structure et thèmes principaux des IFRS
- 3.2. Cadre conceptuel des IFRS
- 3.3. Compte de résultat
- 3.4. Approche, évaluation et présentation des actifs et des passifs ainsi que des dispositions en matière d'informations supplémentaires à fournir
- 3.5. Enjeux liés à l'établissement du bilan et du reporting (transactions de leasing, contrats à long terme, instruments financiers dérivés, impôts sur les bénéfices, transactions avec des parties liées)
- 3.6. Tableau des flux de trésorerie
- 3.7. Présentation des variations des fonds propres
- 3.8. Exigences particulières concernant la présentation des comptes (changement d'estimation comptable, *discontinued operations* (activités abandonnées), résultat par actions, événements postérieurs à la date de clôture)
- 3.9. Mise en œuvre des normes IFRS
(planification, stratégie et mise en œuvre des modifications)
- 3.10. Les principales différences entre IFRS et IFRS pour PME

4. Les comptes consolidés selon les Swiss GAAP RPC et les IFRS	C
<ul style="list-style-type: none"> 4.1. Les principes des comptes consolidés (composants, buts, principes, impôts différés) 4.2. Obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion consolidé 4.3. Définition du périmètre de consolidation 4.4. Passage aux principes de présentation des comptes de la société mère 4.5. Conversion des comptes de sociétés étrangères 4.6. Consolidation du capital (y compris les différents niveaux de consolidation, déconsolidation et consolidation transitoire, impôts différés et cas particuliers) 4.7. Consolidation des dettes (y compris impôts différés et cas particuliers) 4.8. Résultat des livraisons et prestations du groupe (y compris impôts différés et cas particuliers) 4.9. Consolidation des charges et produits 4.10. Structure du bilan consolidé et présentation des fonds propres 4.11. Consolidation proportionnelle (y compris impôts différés et cas particuliers) 4.12. Evaluation des participations selon la méthode de la mise en équivalence (y compris impôts différés et cas particuliers) 4.13. Tableau de flux de trésorerie consolidé 4.14. Rapport sectoriel 4.15. Annexe 4.16. Rapport sur les relations des sociétés du groupe 4.17. Présentation et publication 4.18. Rapport intermédiaire 4.19. Présentation des comptes externes et marché des capitaux 	
5. Etablissement des comptes dans des cas particuliers	C
<ul style="list-style-type: none"> 5.1. Fondation, augmentation de capital, réduction de capital 5.2. Restructuration (transformation, scission, fusion, transfert de patrimoine) 5.3. Assainissement 5.4. Liquidation 5.5. Insolvabilité 	
6. Analyse des comptes annuels	C
<ul style="list-style-type: none"> 6.1. Tâches et objectifs 6.2. Préparation des données (y compris bases statistiques) 6.3. Ratios de l'analyse des comptes annuels 6.4. Analyse financière 6.5. Analyse économique du résultat 6.6. Analyse de la politique d'affectation du résultat 6.7. Analyse du résultat axée sur le marché des capitaux (bénéfice par action/earnings per share, etc.) 6.8. Analyse de la valeur ajoutée 6.9. Identification/prévention des risques d'entreprise 	
7. Système de contrôle interne (SCI)	B
<ul style="list-style-type: none"> 7.1. Contrôle interne 7.2. Bases légales 7.3. SCI en synergie avec d'autres fonctions de contrôle et de gestion 7.4. SCI: cadre conceptuel, exigences et possibilités d'implémentation dans la pratique 7.5. SCI et la technologie de l'information 7.6. Principes de la documentation des contrôles et des processus 	

II. Controlling

1. Mise en place du contrôle de gestion

C

- 1.1. Objectifs, avantages et philosophie du controlling
- 1.2. La communication au sein des différentes instances du controlling
- 1.3. Organisation du controlling
- 1.4. Niveaux du capital et des résultats de la gestion interne
- 1.5. Les éléments influençant une structure de coûts et de revenus et leurs indicateurs
- 1.6. Les données utiles au contrôle de gestion et la structure de ces données
- 1.7. Les programmes et données de la comptabilité (comptabilité financière et comptabilité analytique)
- 1.8. Outils et technologies de l'information et de la communication spécifiques du controlling (p.ex. ERP, BI)

2. Indicateurs, ratios et analyse

C

- 2.1. Indicateurs de valeur ajoutée (p.ex. economic value added, economic profit, cash value added, shareholder value added)
- 2.2. Indicateurs de rentabilité (p.ex. ROE, ROCE, RONA, ROA, ROI, CFROI)
- 2.3. Schéma « Du Pont »
- 2.4. Balanced scorecard
- 2.5. Tableau de bord et MIS

3. Controlling des produits, des prestations et des coûts, facteurs de décision

C

- 3.1. Comptabilité analytique (coûts complets/coûts partiels selon différentes méthodes, p.ex. direct costing, coûts standards, activity-based costing/ABC)
- 3.2. Controlling des produits: importants paramètres de gestion et instruments
- 3.3. Controlling des coûts suivant une orientation produit (par exemple coût cible, coût du cycle de vie, gestion de la complexité)
- 3.4. Controlling des coûts suivant une orientation processus (par exemple calcul des coûts sur base de l'activité)
- 3.5. Controlling des coûts suivant une orientation ressources (par exemple délocalisation)
- 3.6. Evaluation de la rentabilité et contrôle d'efficacité des projets d'investissement
- 3.7. Calcul des besoins
- 3.8. Analyses du seuil de rentabilité (break-even), objectifs de chiffre d'affaires, simulation de scénarios
- 3.9. Calcul des prix et évaluation des prix (classique et en fonction de différents scénarios de capacité)
- 3.10. Facteurs de décision en cas de restrictions multiples

4. Gestion et controlling des risques

C

- 4.1. Politique des risques, organisation de la gestion du risque (fonctions, procédures, audit et audit interne)
- 4.2. Controlling des risques en tant que secteur partiel de la gestion du risque
- 4.3. Identification et évaluation des risques (y compris par l'utilisation de la loi de distribution normale)
- 4.4. Agrégation et communication des risques
- 4.5. Maîtrise des risques et surveillance (évaluation du risque – surveillance et contrôle)
- 4.6. Rapport sur les risques
- 4.7. Controlling des risques lors de situations de crise

5. Concept de planification d'entreprise et planification stratégique	C
<ul style="list-style-type: none"> 5.1. Nature et fonction de la planification 5.2. Niveaux de planification et phases du processus de planification 5.3. Planification stratégique: éléments du processus de stratégie, mesure de la mise en œuvre, imbrication avec la planification opérationnelle 5.4. Analyse de situation, prévision et détection (par exemple analyse environnementale, analyse de la concurrence, analyses de tendance, indicateurs sur la prévision d'opportunités et de risques latents, technique de scénario) 5.5. Stratégies standards, application et délimitations 5.6. Evaluation économique du business plan 5.7. Business plan 	
6. Planification opérationnelle, budgétisation, contrôle budgétaire	C
<ul style="list-style-type: none"> 6.1. Organisation de la planification opérationnelle (compétences, tâches, processus) 6.2. Définition des objectifs comme base de la planification stratégique et comme point de départ à la planification opérationnelle 6.3. Etablissement des budgets partiels (par exemple la planification des ventes, de la production, des besoins en matériel, de la capacité, du personnel, des frais généraux, des investissements, du financement) 6.4. Elaboration, validation et présentation de la planification générale (planifications du compte de résultat, des flux de trésorerie et du bilan) 6.5. Méthodes de budgétisation (par exemple approches top-down, bottom-up, zero-based budgeting) 6.6. Alternatives à la budgétisation traditionnelle (par exemple better budgeting, advanced budgeting, beyond budgeting) 6.7. Prévisions budgétaires (forecast) 	
7. Techniques d'utilisation optimale des données et des informations	C
<ul style="list-style-type: none"> 7.1. Lissage des coûts fixes 7.2. Principe de Pareto et analyse ABC 7.3. Données récurrentes 7.4. Données nettes d'inflation 7.5. Plausibilité et sensibilité des données 7.6. Pertinence des données et interprétation correcte 7.7. Méthodes statistiques (par exemple régression linéaire, corrélation linéaire) 	
8. Benchmarking	C
<ul style="list-style-type: none"> 8.1. Nature et origine 8.2. Principaux types de benchmarking (par exemple benchmarking externe/interne, benchmarking des processus) 8.3. Phases d'un projet de benchmarking 	

9. Gestion et controlling de projet	B
<ul style="list-style-type: none"> 9.1. Bases de la gestion de projet (par exemple organisation de projets, planification et contrôle) 9.2. Controlling de projets clients pendant la phase de vente (controlling des risques, calcul du prix de revient, planification des ressources, cash flow) 9.3. Controlling de projets clients pendant la phase d'exécution (analyse budget/réalisation, évaluation des prestations et de l'avancement de projet, prévision budgétaire, évaluation et établissement du chiffre d'affaires) 9.4. Controlling de projets internes (calcul de rentabilité, analyse budget/réalisation, évaluation des prestations et de l'avancement de projet, prévision budgétaire, contrôle d'efficacité) 9.5. Gestion et controlling de projets informatiques (y compris comparaison des systèmes ERP) 	
10. Prix de cession dans des entreprises liées	B
<ul style="list-style-type: none"> 10.1. Types de regroupement 10.2. Principes «dealing at arm's length» et «risk/profit sharing» 10.3. Méthodes de détermination du prix de cession (par exemple selon les principes directeurs de l'OCDE) 10.4. Prérequis dans la comptabilité analytique du groupe 	
11. Controlling des acquisitions et des participations	B
<ul style="list-style-type: none"> 11.1. Controlling stratégique des acquisitions, y compris due diligence 11.2. Gestion opérationnelle des participations 11.3. Aspects fiscaux du controlling des participations 11.4. Controlling stratégique des désinvestissements 11.5. Mise en œuvre organisationnelle du controlling des participations 	
12. Organisation et controlling	B
<ul style="list-style-type: none"> 12.1. Fonctions de l'organisation 12.2. Alternatives de structures organisationnelles (par exemple structures divisionnelles et fonctionnelles, organisations matricielles, concepts de holding) 12.3. Méthodes et techniques organisationnelles 12.4. Organisation et gestion axées sur les résultats 12.5. Culture organisationnelle et culture d'entreprise 	

13. Controlling des fonctions**B**

- 13.1. Gestion opérationnelle et controlling (par exemple stratégie opérationnelle, gestion des processus, supply chain management, systèmes Kanban et Kaizen, design des concepts de service, gestion de la qualité)
- 13.2. Marchés, marketing et controlling (comment fonctionnent les marchés, élasticité et ses applications, objectifs du marketing et applications du marketing, organisation du marketing, planification du marketing et contrôle du marketing, marketing mix, coûts de marketing)
- 13.3. Controlling de la recherche et du développement (R et D) (objectifs, tâches et organisation de la fonction, évaluation de la rentabilité des projets R et D, pilotage économique des fonctions R et D)
- 13.4. Controlling des acquisitions et du stock (controlling de l'acquisition stratégique et opérationnelle, chiffres clés de la gestion dans l'acquisition)
- 13.5. Gestion et controlling des ressources humaines (par exemple objectifs, tâches et organisation de la fonction, compensation des collaborateurs, développement et conduite des collaborateurs, chiffres clés de la gestion dans le secteur des RH)

14. Gestion et controlling internationaux**B**

- 14.1. Internationalisation de l'activité de l'entreprise et défis stratégiques connexes dans la conduite d'entreprise
- 14.2. Concepts relatifs au développement et à la mise en œuvre d'une stratégie d'internationalisation pour les entreprises
- 14.3. Commerce international
- 14.4. Pouvoir de marché et politique de la concurrence

III. Corporate Finance

1. Principes et modes de financement

C

- 1.1. Objectifs du financement (hexagone magique) et financement optimal
- 1.2. Modèle de marché des capitaux (capital asset pricing model, bêta) et calcul du coût des capitaux (entre autres CMPC)
- 1.3. Modes de financement interne
- 1.4. Modes de financement externe (y compris le financement à l'aide de crédits, leasing, financement sous forme de participations/fonds propres)
- 1.5. Financement mezzanine (par exemple prêt d'actionnaire [y compris financement caché des fonds propres], emprunts convertibles / emprunts à option)
- 1.6. Modèles de financement spécifiques aux différentes formes juridiques, aux phases de développement de l'entreprise (par exemple start-up, entrée en bourse) et à certaines opérations (par exemple financement d'un projet, extensions opérationnelles, transactions relatives aux fonds propres, restructuration)
- 1.7. Exigences légales (par exemple Bâle III)

2. Planification financière

C

- 2.1. Nature et tâches
- 2.2. Planification des liquidités / cash management
- 2.3. Planification des besoins en capitaux (entre autres plan d'investissement et besoins en fonds de roulement net)
- 2.4. Planification financière (y compris politique en matière de dividendes)
- 2.5. Impact fiscal des décisions de financement

3. Couverture et diversification des risques

C

- 3.1. Principes
- 3.2. Couverture des risques par des forwards et des futures (contrats à terme)
- 3.3. Couverture des risques par des options
- 3.4. Couverture des risques par des swaps
- 3.5. Niveau de sensibilité (méthodes delta, gamma, etc.)
- 3.6. Diversification des risques par la constitution d'un portefeuille
- 3.7. Risque de marché, risque lié à un projet, risque spécifique aux pays, risque de variation des taux de change, risque de crédit
- 3.8. Paramètres/Indicateurs de risque (entre autres value at risk)
- 3.9. Matrice des risques (probabilité d'occurrence et ampleur des dommages)

4. Décisions d'investissement

C

- 4.1. Déroulement du processus décisionnel
- 4.2. Calcul d'investissement statique (calcul des coûts/des bénéfices/de la rentabilité/d'amortissement, taux de récupération du capital)
- 4.3. Calcul dynamique des investissements (VAN/DCF, IRR, intérêt de Baldwin, délai de récupération actualisé, taux de Fisher)
- 4.4. Conséquences sur le niveau des liquidités
- 4.5. Prise en compte des impôts
- 4.6. Analyses de scénarios, de sensibilité et des risques

5. Evaluation d'entreprise	C
<i>Objectifs et processus</i>	
<ul style="list-style-type: none"> 5.1. Principe de l'adéquation avec les objectifs, principe des prix marginaux et principe de l'unité de propriétaire 5.2. Motifs de l'évaluation (par exemple transaction d'entreprise, établissement du bilan) 5.3. Méthode de la valeur intrinsèque 5.4. Méthode de la valeur de liquidation 5.5. Méthode de la valeur de rendement 5.6. Méthode du cash flow actualisé (discounted cash flow) 5.7. Evaluation de l'entreprise avec des multiples (facteur de multiplicateurs) 5.8. Analyse de sensibilité et par scénarios de valeurs d'entreprise 	
<i>Particularités</i>	
<ul style="list-style-type: none"> 5.9. Part d'entreprise en tant qu'objet d'évaluation 5.10. Majorations pour paquet de titres et réductions pour part minoritaire 5.11. Modèles des paliers, valeur finale et taux de croissance 5.12. Coût du capital, degré d'endettement et impôts 5.13. Evaluation des provisions pour pensions 5.14. Prise en compte des reports de pertes 5.15. Evaluation des synergies 	
<hr/>	
6. Évaluation d'une opération de fusion et d'acquisition	B
<ul style="list-style-type: none"> 6.1. Analyse de l'environnement de la société (entre autres analyse du marché et de la concurrence) 6.2. Analyse d'entreprise (entre autres analyses de la chaîne de valeur et des ressources) 6.3. Due diligence 6.4. Plausibilisation des flux financiers à évaluer 6.5. Modifications de la planification et évaluation d'entreprise 6.6. Impact fiscal des opérations de fusion et d'acquisition (entre autres liquidation partielle indirecte) 	
IV. Fiscalité	
1. Fiscalité et tenue des comptes selon la LIFD, la LHID, la LIA et la LT	B
<ul style="list-style-type: none"> 1.1 Principe de déterminance 1.2 Bénéfice fiscal 1.3 Réserves latentes imposées 1.4 Réserves issues d'apports en capital 1.5 Réserves issues de bénéfices 1.6 Capital propre dissimulé 1.7 Report de pertes 1.8 Remploi 	
<hr/>	
2. Restructuration de sociétés de personnes et de personnes morales selon la LIFD, la LHID, la LIA et la LT	B
<ul style="list-style-type: none"> 2.1. Transformation 2.2. Scission / division 2.3. Fusion 2.4. Cessions d'actifs 2.5. Echange de droits de participation 	

3. Cas particuliers relatifs aux sociétés de personnes et aux personnes morales selon la LIFD, la LHID, la LIA et la LT	B
3.1. Fondation	
3.2. Assainissement	
3.3. Liquidation (sans l'art. 37b LIFD)	
3.4. Manteau d'actions	
3.5. Transposition (vente à soi-même)	
3.6. Liquidation partielle indirecte	
4. Thèmes spéciaux selon la LIFD, la LHID, la LIA et la LT	B
4.1. Réduction pour participation	
4.2. Théorie du triangle	
4.3. Théorie du triangle modifiée	
4.4. Théorie du bénéficiaire direct	
4.5. Prix de transfert	
5. Droit de procédure pour les personnes morales selon la LIFD	B
5.1. Droit de procédure	
5.2. Taxation selon la procédure ordinaire	
5.3. Procédure de recours	
5.4. Prescription	
6. Droit pénal fiscal pour les personnes physiques et les personnes morales selon la LIFD	B
6.1. Évasion fiscale	
6.2. Fraude fiscale	
6.3. Déclaration spontanée	
6.4. Responsabilité solidaire	
7. Droit fiscal international	A
7.1. Prix de transfert transfrontalier	
7.2. Répartition fiscale selon la convention-modèle de l'OCDE	
7.3. Echange automatique et spontané d'informations	
7.4. Obligation de rendre des comptes « country by country reporting » -Loi ALBA	
8. TVA : Finalisation	B
8.1. Concordance du chiffre d'affaires	
8.2. Concordance de l'impôt préalable	
8.3. Annonce des corrections	
8.4. Traitement comptable	
9. TVA : Immeubles	B
9.1. Dégrèvement ultérieur de l'impôt préalable	
9.2. Correction de l'impôt préalable	
9.3. Réduction de l'impôt préalable	
9.4. Double affectation	
9.5. Prestations à soi-même	
9.6. Rénovations importantes (plus-value / moins-value)	
9.7. Transfert d'immeubles	

10. TVA : Imposition de groupe	B
10.1. Création et dissolution de sociétés dans un groupe TVA	
10.2. Tenue et organisation de la comptabilité	
10.3. Traitement du chiffre d'affaires sur territoires suisse et étranger	
10.4. Planification fiscale d'un groupe TVA	
10.5. Correction et réduction de l'impôt préalable	
10.6. Finalisation de l'imposition de groupe	
11. TVA : Transactions transfrontalières	B
11.1. Opérations en chaîne	
11.2. Déclaration d'engagement	
11.3. Représentation fiscale	
12. TVA : Parts privées	B
12.1. Portée du certificat de salaire	
12.2. Forfaits (par ex. véhicules, subsistance)	
12.3. Prestations salariales accessoires (par ex. rabais, conditions préférentielles, déductions sur salaires, frange benefits, etc.)	